

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT :
AUBE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-BENOIT-SUR-SEINE

N° 2022/35		
NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	Présents	Qui ont pris part à la délibération
11	9	10 (dont 1 pouvoir)
Date de la convocation		
20.10.2022		
Date d'affichage		
20.10.2022		
Objet de la délibération		
Approbation de la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme		

Séance du 27 octobre 2022

L'an deux mil vingt-deux et le vingt-sept octobre à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. MEIRHAEGHE Jean-François.

Présents : MM. MEIRHAEGHE Jean-François, BOURGEOIS Janick, DOSNON Monique, CRESSONNIER Rodolphe, PETIT Monica, COSNIER Christine, LENOIR Carole, HAMOT Eric, FOURTIER Patrick.

Absents excusés : MM. MARAGE Diane (pouvoir à M. MEIRHAEGHE Jean-François), DE BROUWER Vincent.

Secrétaire : Mme PETIT Monica.

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal que le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Benoit-Sur-Seine, approuvé par délibération du conseil municipal en date du 13 avril 2007 et modifié par délibérations du 18 février 2016, du 9 novembre 2016 et du 29 mars 2018, nécessitait une adaptation afin :

- d'étendre le STECAL Aa afin de permettre la reprise d'une ancienne habitation liée à une exploitation agricole dans la cadre de la diversification de ses activités,
- de modifier les dispositions de l'article 11 de la zone UY relatif aux clôtures des équipements publics,
- d'adapter quelques prescriptions du règlement pour les clarifier car celles-ci posent des difficultés lors de l'instruction de permis,
- de corriger certaines erreurs matérielles observées par la commune suite aux différentes modifications du PLU et de s'assurer de la cohérence entre les différentes pièces du PLU.

Ces adaptations nécessitent la mise à jour :

- du règlement (Document 3),
- du zonage (Plans 1a et 1b),
- du plan des servitudes (Plan 2).

Monsieur le Maire rappelle également que le projet de modification n°4 du PLU de Saint-Benoit-Sur-Seine a été notifié aux services de l'Etat et Personnes Publiques Associées au titre des articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

Monsieur le Maire rappelle que le projet de modification n°4 du PLU de Saint-Benoit-Sur-Seine a été soumis à enquête publique du jeudi 08 septembre 2022 au vendredi 07 octobre 2022 par l'arrêté n°2022/07-09 du 28 juillet 2022. Au cours de cette enquête aucune observation en lien avec le sujet de la modification n°4 du PLU n'a été exprimée par le public.

Monsieur le Maire précise que :

- les services du Syndicat DEPART (SCoT des Territoires de l'Aube) ont émis un avis favorable avec une remarque concernant le type d'activité commerciale autorisé au sein du secteur Aa qu'il convient de suivre,
- les services de la DDT Aube, de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aube, de la Chambre d'Agriculture et de Troyes Champagne Métropole ont émis des avis favorables sans remarque sur le projet de modification n°4 du PLU,
- la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) a décidé de ne pas soumettre la modification n°4 du PLU à évaluation environnementale, par décision n°MRAe 2022DKGE98,
- la CDPENAF a émis un avis favorable à l'unanimité sur le projet de modification n°4 du PLU.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-1 à L.153-30, L.153-36 à L.153-44,

R. 151-1,2°, R.104-28 à R.104-33, R.151-1 à R.151-53 et R. 152-1 à R.153-21 ;

Vu le PLU approuvé par délibération en date du 13 avril 2007 et modifié par délibérations du 18 février 2016, du 9 novembre 2016 et du 29 mars 2018 ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale des Territoires de l'Aube ;

Vu l'arrêté n°2022/02-01 du 7 février 2022 engageant la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme

Vu la notification du projet de la modification n°4 du PLU de Saint-Benoit-Sur-Seine aux services de l'Etat et aux personnes publiques associées et les avis exprimés ;

Vu l'arrêté n°2022/07-09 du 28 juillet 2022 du Maire de Saint-Benoit-Sur-Seine soumettant le projet de modification n°4 du PLU à enquête publique ;

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée jeudi 8 septembre 2022 au vendredi 7 octobre 2022, ensemble les conclusions, le rapport et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu la décision n°MRAe 2022DKGE98 en date du 15 juin 2022 ne soumettant pas à évaluation environnementale le projet de modification n°4 du PLU de Saint-Benoit-Sur-Seine ;

Vu l'avis favorable et la remarque du Syndicat DEPART (SCoT des Territoires de l'Aube) ;

Vu les avis favorables sans remarque de la DDT Aube, de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aube, de la Chambre d'Agriculture et de Troyes Champagne Métropole ;

Considérant qu'après examen des avis des services de l'Etat et Personnes Publiques Associées, des conclusions du commissaire enquêteur, la commune a suivi l'avis favorable du commissaire enquêteur et a répondu favorablement à la demande du Syndicat DEPART (SCoT des Territoire de l'Aube) ;

Considérant que le PLU modifié peut-être approuvé suite aux adaptations résultants de l'enquête publique ;

Vu les pièces du dossier de modification n°4 du PLU de Saint-Benoit-Sur-Seine qui sont présentées par le Maire ;

**Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal
DECIDE**

Article 1^{er} : d'approuver la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Benoit-Sur-Seine modifiée pour tenir compte des remarques des services de l'Etat et Personnes Publiques Associées.

Article 2 : La présente délibération sera notifiée au Préfet et affichée pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

La présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en Préfecture, du 1^{er} jour d'affichage en mairie et de la parution dans la presse.

Le dossier de modification n°4 du PLU de Saint-Benoit-Sur-Seine sera tenu à la disposition du public à la mairie ainsi qu'à la Direction Départementale des Territoires de l'Aube aux jours et heures habituels d'ouverture.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le Maire,



JEAN-FRANÇOIS MEIRHAEGBE
2022.10.28 17:49:09 +0200
Ref:20221028_171602_1-1-O
Signature numérique
le Maire

**Commune
de
Saint-Benoît-sur-Seine**



Arrêté n° 2022/02-01
ENGAGEANT LA MODIFICATION n°4 DU PLU
DE LA COMMUNE DE SAINT-BENOÎT-SUR-SEINE

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT BENOIT SUR SEINE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 et suivants et L.153-41 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Benoît-Sur-Seine approuvé par délibération du conseil municipal en date 13 Avril 2007 ; et modifié en date du 18 Février 2016 ; du 9 Novembre 2016 et du 29 Mars 2018.

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Benoît-Sur-Seine nécessite des modifications pour :

- Adapter le règlement écrit de la zone UY relatif aux clôtures des équipements publics ;
- Adapter le règlement graphique de la zone A et du secteur Aa afin de permettre la reprise d'une ancienne habitation liée à une exploitation agricole dans la cadre de la diversification de ses activités ;
- Intégrer les modifications précédentes au sein du document du PLU et assurer une cohérence entre les différentes pièces du PLU ;
- Adapter ou de clarifier certaines prescriptions du règlement dont la rédaction confuse pose des problèmes lors de l'instruction de permis et la réalisation de projets de constructions ;

Considérant que l'ensemble des adaptations envisagées ne sont pas de nature à changer les objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du Plan Local d'Urbanisme, ni à réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle ou forestière, ni à réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ni à induire de graves risques de nuisance.

Considérant qu'en application de l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification du PLU sera notifié au Préfet ainsi qu'aux Personnes Publiques Associées avant l'ouverture de l'enquête publique. Le cas échéant, les avis émis seront joints au dossier d'enquête.

A R R E T E

ARTICLE 1 - Une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme est engagée en application des dispositions des articles L.153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 2 - Le projet de modification portera sur l'adaptation du règlement graphique et du règlement écrit.

ARTICLE 3 - Le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme sera notifié au Préfet et aux Personnes Publiques Associées avant l'ouverture de l'enquête publique. Le cas échéant, les avis émis seront joints au dossier d'enquête.

ARTICLE 4 - A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement amendé pour tenir compte des avis des Personnes Publiques Associées, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération motivée de l'organe délibérant.

ARTICLE 5 - Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie durant un délai d'un mois.

Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Fait à Saint Benoit sur Seine,

Le 7 février 2022



JEAN-FRANCOIS MEIRHAEGHE
2022.02.07 16:10:41 +0100
Ref:20220207_155402_1-1-O
Signature numérique
le Maire

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT :
AUBE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE SAINT-BENOIT-SUR-SEINE

N° 2018/04		
NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	Présents	Qui ont pris part à la délibération
11	10	10

Séance du 29 mars 2018

Date de la convocation
21.03.2018
Date d'affichage
21.03.2018
Objet de la délibération
Approbation de la modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme

L'an deux mil dix-huit et le vingt-neuf mars à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. MEIRHAEGHE Jean-François.

Présents : MM. MEIRHAEGHE Jean-François, BOURGEOIS Janick, CRESSONNIER Rodolphe, DE BROUWER Vincent, CUTXAN Benoît, FOURTIER Patrick, PETIT Monica, DUPONT Bernard, BOIVIN Pascal, HAMOT Eric.

Absent excusé : Mme MARTY Alexandra.

Secrétaire : M. CUTXAN Benoit.

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment son article L.153-47

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13 avril 2007 et modifié le 18 février 2016

Vu la délibération en date du 1^{er} février 2018 prescrivant la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme et définissant les dispositions de la mise à disposition du public

Vu l'avis des personnes publiques associées, et plus particulièrement les avis écrits de la Préfecture de l'Aube, du Syndicat du SCoT de l'agglomération troyenne,

Vu la mise à disposition du public du 15 février au 16 mars 2018, et l'absence de remarque sur le registre mis à disposition

Considérant que le projet de modification n°3 du PLU tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé, conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme

Le conseil Municipal après en avoir délibéré,

- **DECIDE d'approuver la modification du PLU** telle qu'elle est annexée à la présente délibération.
- **PRECISE que :**
 - la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans un journal en annonce légale.

- le document approuvé du PLU est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture.
- la présente délibération deviendra exécutoire :
 - dès sa réception par la Préfecture, la commune étant incluse dans le périmètre du SCoT de l'agglomération Troyenne;
 - après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le Maire,
Jean-François MEIRHAEGHE



Commune de Saint-Benoit-sur-Seine

ARRETE n° 2017-01.01

portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme

Le Maire de SAINT BENOIT SUR SEINE,

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.126-1, R.123-22, R.126-1 à R.126-3,

VU l'arrêté préfectoral n°2015062-0006 du 3 mars 2015 instituant des servitudes d'utilité publique à proximité de l'ouvrage dénommé « Arc de Dierrey » dans le département de l'Aube,

VU le plan local d'urbanisme de la commune de SAINT BENOIT SUR SEINE, approuvé par délibération en date du 13 avril 2007 et modifié par délibérations en date des 18 février 2016 et 9 novembre 2016,

CONSIDERANT qu'il convient de procéder à la mise à jour du plan local d'urbanisme en y annexant l'arrêté préfectoral n°DDT-SG-2016362-0001 du 27 décembre 2016,

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral n° DDT-SG-2016362-0001 du 27 décembre 2016 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé exploitées par la société GRTgaz, est annexé au plan local d'urbanisme. Cette annexion met à jour le plan local d'urbanisme.

Article 2 : La mise à jour du plan local d'urbanisme est effectuée sur les documents tenus à la disposition du public en mairie de SAINT BENOIT SUR SEINE.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie de SAINT BENOIT SUR SEINE pendant une durée d'un mois.

Article 4 : Copie du présent arrêté sera transmise au Préfet ainsi qu'au Directeur départemental des territoires et au Directeur départemental des finances publiques.

A St Benoit S/ Seine, le 3 janvier 2017

Le Maire,
Jean-François MEIRHAEGHE





PREFET DE L'AUBE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Arrêté n° ~~DDT ACA 2016 186~~ ~~001~~ du ~~04~~ **04** ~~JUL.~~ **JUL.** 2016
portant création d'une Zone d'Aménagement
Différé sur le territoire de la commune de
SAINT-BENOIT-SUR-SEINE

Création d'une Zone d'Aménagement Différé
Commune de SAINT-BENOIT-SUR-SEINE

LA PREFETE DE L'AUBE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L210-1, L212-1 à L213-18, L300-1 et R212-1 à R213-30 ;

Vu la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris qui a modifié la durée de validité d'une zone d'aménagement différé en la ramenant à 6 ans renouvelable ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de SAINT-BENOIT-SUR-SEINE en date du 1 avril 2016 ;

Considérant que l'intérêt de celle-ci est de maîtriser le foncier, de constituer des réserves foncières afin de créer un développement harmonieux à l'intérieur de la commune et en liaison avec les autres communes de la vallée de la Seine ;

Considérant que ces réserves foncières permettront d'accueillir des projets touristiques et économiques ;

Considérant que cette motivation est conforme à l'article L 210-1 du code de l'urbanisme et est légalement fondée par l'article L 300-1 du code de l'urbanisme par la mise en œuvre du développement des loisirs, du tourisme et la mise en valeur du patrimoine bâti et non bâti ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Création de la Zone d'Aménagement Différé

La Zone d'Aménagement Différé est créée sur la partie de territoire de la commune de

SAINT-BENOIT-SUR-SEINE, délimitée comme indiqué sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 2 :

La zone d'aménagement différé a une superficie de 119,8 hectares.

Article 3 :

La commune de SAINT-BENOIT-SUR-SEINE est désignée comme bénéficiaire du droit de préemption dans la zone ainsi délimitée.

Article 4 :

La durée d'exercice de ce droit de préemption est de 6 ans renouvelable à compter de la publication du présent arrêté au recueil des Actes Administratifs.

Article 5 :

Copies du présent arrêté et du plan annexé seront déposés en mairie de SAINT-BENOIT-SUR-SEINE. Avis de ce dépôt sera affiché à la mairie de SAINT-BENOIT-SUR-SEINE pendant un mois.

Une publication sera faite au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube, une mention sera insérée en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le département.

Une copie de la décision sera en outre adressée au Conseil Supérieur du Notariat, à la Chambre Départementale des Notaires, au barreau constitué près le Tribunal de Grande Instance de Troyes et au greffe du même tribunal.

Article 6 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne, dans un délai de deux mois à compter de l'exécution de l'ensemble des mesures de publicité mentionnées à l'article 5.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur départemental des territoires de l'Aube, le maire de la commune de SAINT-BENOIT-SUR-SEINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube.

Troyes, le 04 JUL. 2016

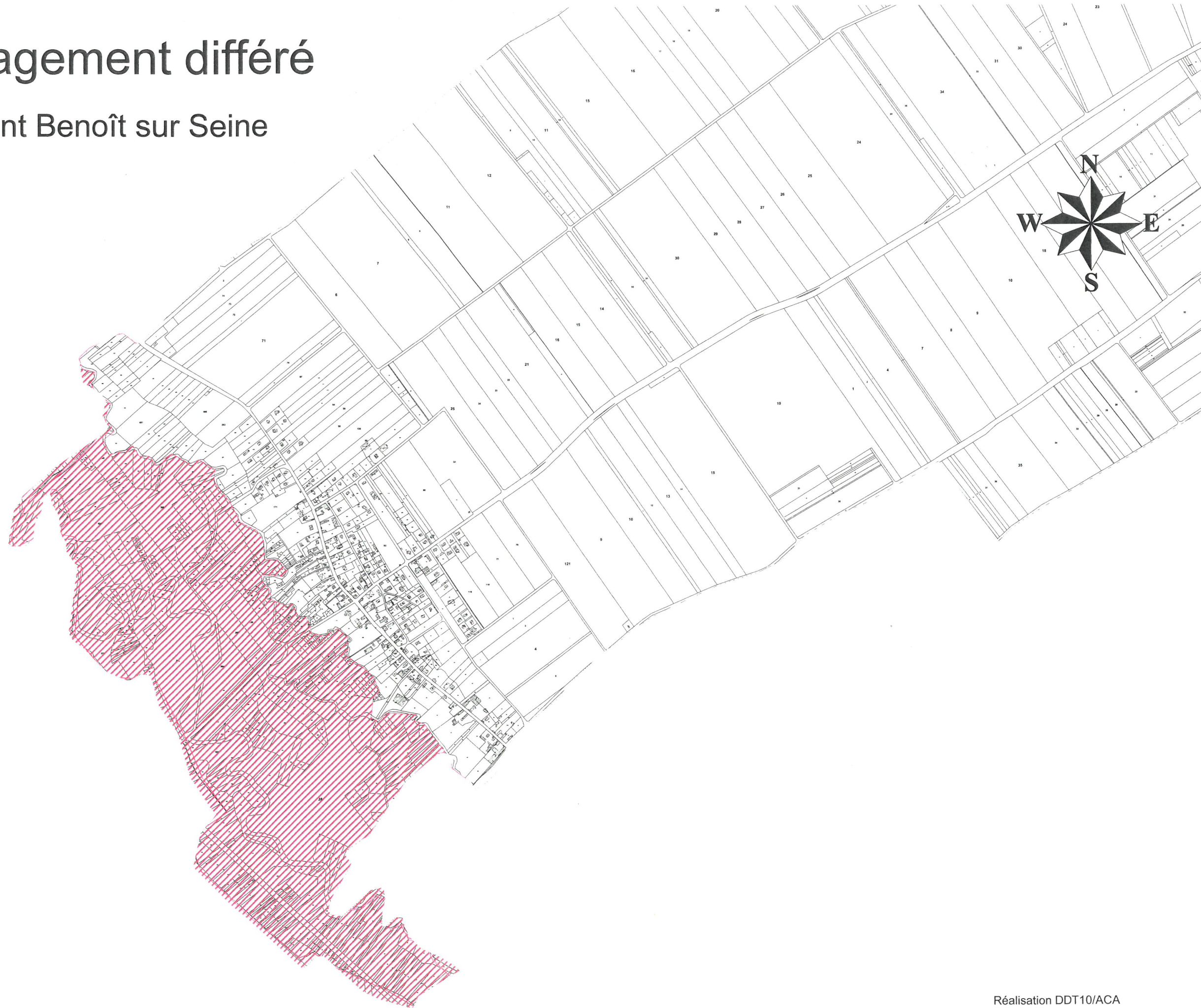
Pour la Préfète et par délégation,
le secrétaire général



Mathieu DUHAMEL

Zone d'aménagement différé

Commune de Saint Benoît sur Seine



ZAD



Réalisation DDT10/ACA
Juin 2016
©IGN SCAN 25
Echelle : 1/25000

Arrêté DDT ACA 2016 186 - 001 du 04 JUL.

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT :
AUBE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE SAINT-BENOIT-SUR-SEINE**

N° 2016/01		
NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	Présents	Qui ont pris part à la délibération
11	8	9

Séance du 18 février 2016

Date de la convocation
09.02.2016

Date d'affichage
09.02.2016

Objet de la délibération
Approbation de la modification du Plan Local d'Urbanisme

L'an deux mil seize et le dix-huit février à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. MEIRHAEGHE Jean-François.

Présents : MM. MEIRHAEGHE Jean-François, BOURGEOIS Janick, DE BROUWER Vincent, CUTXAN Benoît, FOURTIER Patrick, MARTY Alexandra, PETIT Monica, DUPONT Bernard.

Absents excusés : M. BOIVIN Pascal qui a donné pouvoir à M. MEIRHAEGHE Jean-François, HAMOT Eric, CRESSONNIER Rodolphe.

Secrétaire : M. CUTXAN Benoît

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment son article L.153-47,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13 avril 2007,

Vu la délibération en date du 11 décembre 2015 prescrivant la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme et définissant les dispositions de la mise à disposition du public,

Vu l'avis des personnes publiques associées, et plus particulièrement les avis écrits de la Préfecture de l'Aube, du Conseil Départemental de l'Aube, de la Chambre d'Agriculture de l'Aube, du Syndicat du SCoT de l'Agglomération Troyenne,

Vu l'avis favorable de la Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers en date du 24 novembre 2015,

Vu la mise à disposition du public du 4 janvier au 4 février 2016, et l'absence de remarque sur le registre mis à disposition,

Considérant que le projet de modification n°1 du PLU tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé, conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme

Le conseil Municipal après en avoir délibéré,

- **DECIDE d'approuver la modification du PLU** telle qu'elle est annexée à la présente délibération.

➤ **PRECISE** que :

- la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans un journal en annonce légale.
- le document approuvé du PLU est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture.
- la présente délibération deviendra exécutoire :
 - dès sa réception par la Préfecture, la commune étant incluse dans le périmètre du SCoT de l'agglomération Troyenne;
 - après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le Maire,
Jean-François MEIRHAEGHE



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT :
AUBE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAINT-BENOIT-SUR-SEINE

DCM n° 2008-10-01

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil Municipal	Présents	Qui ont pris part à la délibération
11	9	9

Date de la convocation

2.10.2008

Date d'affichage

2.10.2008

Objet de la délibération

Instauration du régime des
déclarations préalables pour
l'édification des clôtures

Séance du 9 octobre 2008

L'an deux mille huit et le neuf octobre à dix-neuf heures quinze, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. MEIRHAEGHE Jean-François.

Présents : MM. Meirhaeghe, Bourgeois, Bezacier, Langhendries, Cressonnier, Hamot, Dupont, Fourtier, Boivin.

Absents : Mmes Burdy et Berthier excusée.

Secrétaire : M. Cressonnier.

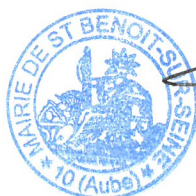
Monsieur le Maire

- rappelle que la réforme des autorisations en matière d'urbanisme est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2007
- souligne que les déclarations préalables ne sont pas requises pour les clôtures dans les zones non situées en secteur sauvegardé
- expose qu'il appartient au Conseil Municipal d'instaurer ou non le régime des déclarations préalables pour les clôtures

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré : **ACCEPTE de soumettre au régime des déclarations préalables l'édification des clôtures sur tout le territoire de la commune.**

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le Maire,
Jean-François MEIRHAEGHE



EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAINT-BENOIT-SUR-SEINE

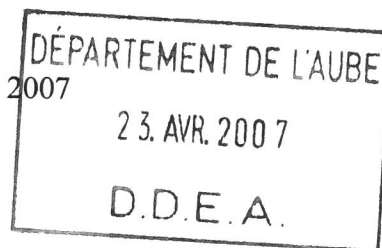
NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	Présents	Qui ont pris part à la délibération
10	8	8

Date de la convocation
5.04.2007

Date d'affichage
5.04.2007

Objet de la délibération
Modification du Droit de Préemption Urbain.

Séance du 13 avril 2007



L'an deux mille sept et le treize avril à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. MEIRHAEGHE Jean-François.

Présents : MM. Meirhaeghe, Bourgeois, Fournier, Janot, Dupont, Hamot, Peugnet, Boivin.

Absents : MM. Reymondière, Toffin.

Secrétaire : M. Hamot.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu, la Loi n° 85-729 en date du 18 juillet 1985, relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement et notamment son article 6 créant un droit de préemption urbain,

Vu les articles L.211.1 à L.211.5 et R.211.1 à R.211.8 du Code de l'Urbanisme,

Vu, la délibération du Conseil Municipal en date du 5 février 1988 instituant un droit de préemption urbain,

Vu, la délibération du Conseil Municipal en date du 13 avril 2007 approuvant la révision n° 1 du Plan Local d'Urbanisme,

Après en avoir délibéré, DECIDE

ARTICLE 1 :

Le périmètre d'exercice du droit de préemption urbain est modifié consécutivement à la révision n° 1 du Plan Local d'urbanisme.

Le droit de préemption Urbain (D.P.U.) s'appliquera dorénavant à l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU).

ARTICLE 2 :

La présente délibération prendra effet lorsque les mesures de publicité auront été effectuées :

- affichage en mairie
- mention dans deux journaux locaux

De plus, cette délibération accompagnée des plans correspondants sera adressée à titre d'information :

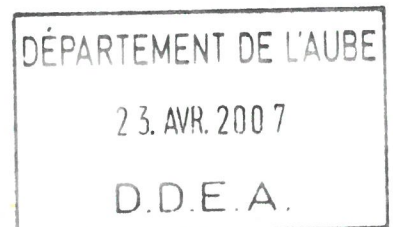
- au Directeur Départemental des services fiscaux
- au Conseil Supérieur du Notariat
- à la Chambre Départementale des Notaires
- au barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance
- au greffe du tribunal de Grande Instance
- au Préfet de l'Aube
- au Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le Maire,



J-F MEIRHAEGHE



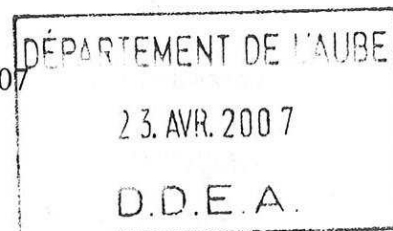
Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
- Parvenu en Préfecture, le
- Publié le

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAINT-BENOIT-SUR-SEINE

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	Présents	Qui ont pris part à la délibération
10	8	8

Séance du 13 avril 2007



Date de la convocation
5.04.2007

Date d'affichage
5.04.2007

Objet de la délibération
Approbation de la révision n° 1 du Plan d'Occupation des Sols / Plan Local d'Urbanisme

L'an deux mille sept et le treize avril à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. MEIRHAEGHE Jean-François.

Présents : MM. Meirhaeghe, Bourgeois, Fourtier, Janot, Dupont, Hamot, Peugnet, Boivin.

Absents : MM. Reymondière, Toffin.

Secrétaire : M. Hamot.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu, le Code de l'Urbanisme,

Vu, la délibération du Conseil Municipal du 28 octobre 1988 approuvant le P.O.S.,

Vu, la délibération du Conseil Municipal du 14 octobre 2004 prescrivant la révision n°1 du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)/Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), définissant les objectifs de la révision et fixant les modalités de la concertation,

Vu les éléments du porter à connaissance transmis par le représentant de l'Etat dans le département,

Vu le débat organisé le 28 juin 2005 au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable,

Vu, la délibération du Conseil Municipal du 5 juillet 2006 tirant le bilan de la concertation,

Vu, la délibération du Conseil Municipal du 5 juillet 2006 arrêtant le projet de révision du P.O.S./P.L.U.,

Vu les avis des personnes publiques consultées sur le projet de P.L.U. arrêté en application de l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme,

Vu l'arrêté municipal du 7 décembre 2006 soumettant le projet de P.L.U. à enquête publique,

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 8 janvier 2007 au 8 février 2007,

Vu les avis émis au cours de l'enquête publique,

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur,

Considérant que le projet de P.L.U. a fait l'objet de modifications ayant fait l'objet d'une délibération de ce jour et qui ne remettent pas en cause l'économie générale du P.L.U. tel qu'il a été soumis à enquête publique,

Considérant que la révision du Plan Local d'Urbanisme telle qu'elle est présentée au Conseil Municipal est prête à être approuvée conformément à l'article L.123-10 du Code de l'Urbanisme,

Entendu l'exposé de M. le Maire, après en avoir délibéré, DECIDE

ARTICLE 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme révisé de la commune de Saint-Benoit-sur-Seine est approuvé tel qu'il est annexé à la présente.

ARTICLE 2 :

Le dossier de révision du Plan Local d'Urbanisme révisé comprend les pièces suivantes :

DOCUMENTS GRAPHIQUES :

Plan n° 1a	Règlement graphique au 1/5000 ème
Plan n° 1b	Règlement graphique au 1/5000 ème
Plan n° 2a	Annexe : Servitudes d'utilité publique au 1/5000 ème
Plan n° 2b	Annexe : Servitude du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (P.P.R.I.) au 1/25000 ème
Plan n° 2c	Annexe : Projet de servitude de dégagement aéronautique au 1/5000 ème
Plan n° 3	Annexe : Réseau d'alimentation en eau au 1/5000 ème
Plan n° 4	Annexe : Zone d'Aménagement Différé au 1/5000 ème

DOCUMENTS ECRITS :

Document 0	Rapport de présentation
Document 1	Projet d'Aménagement et de Développement Durable
Document 2	Orientations d'aménagement
Document 3	Règlement
Document 4	Annexe : Liste des servitudes d'utilité publique
Document 5	Annexes sanitaires
Document 6	Annexe : Zones à risque d'exposition au plomb

ARTICLE 3 :

Il est tenu à la disposition du public :

- 1) à la mairie de Saint-Benoit-sur-Seine aux jours et heures habituels d'ouverture.
- 2) dans les locaux de la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture de l'Aube, du lundi au vendredi de chaque semaine de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

ARTICLE 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération dont l'ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Aube et à Monsieur le Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le Maire,



J-F MEIRHAEGHE



Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
- Parvenu en Préfecture, le
- Publié le 24.04.2007



DÉPARTEMENT

AUBE

NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
II	II	IO

Date de la convocation

Date d'affichage

05 FEV. 1988

Objet de la Délibération

DROIT DE PRÉEMPTION
URBAIN
-----

3355

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE SAINT-BENOIT-sur-SEINE

Séance du II Décembre 19 87

L'an mil neuf cent quatre vingt sept
et le onze décembre
à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,
sous la présidence de Monsieur Maurice BERTHIER, Maire

Présents: MM Berthier, Guérillot, Meirhaeghe, Dupont, Mme
Hamot, Peugeot, Pertuist, Moret, Prin, Calmes.

Absente: Mme Mangin

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu la loi n° 85.729, en date du 18 Juillet 1985, relative
à la définition et à la mise en oeuvre de principes d'aménage-
ment et notamment son article 6, créant un droit de préemption
urbain,

Vu les articles L.211.1 à L.211.5 et R.211.1 à R.211.8
du Code de l'Urbanisme,

Vu le plan d'occupation des sols,

CONSIDERANT qu'il est dans l'intérêt de la commune de se
doter du droit de préemption urbain,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir
délibéré,

DECIDE d'instituer un droit de préemption urbain sur
l'ensemble des zones urbaines et des zones NA,
afin de poursuivre les objectifs suivants:

- mise en oeuvre d'une politique locale de l'habitat,
- développement des loisirs,
- réalisation d'équipements collectifs,
- sauvegarde et mise en valeur du patrimoine bâti ou non
(à l'exception des espaces naturels),
- constitution de réserves foncières pour la réalisation
des opérations précédentes.

.../...

.../...

La présente délibération prendra effet lorsque les mesures de publicité auront été effectuées :

- affichage en mairie
- mention dans deux journaux locaux

De plus, cette délibération accompagnée des plans correspondants sera adressée à titre d'information :

- Au Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- Au Conseil Supérieur du Notariat,
- A la Chambre départementale des Notaires,
- Au barreau constitué près le Tribunal de Grande Instance,
- Au greffe du Tribunal de Grande Instance,
- Au Commissaire de la République,
- Au Directeur Départemental de l'Equipement.

Pour copie certifiée conforme au registre.

Le Maire,



M. BERTHIER

